

L'Humanité Rouge

Quotidien

des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75961 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Les projets du CNPF

EXPULSION D'UN MILLION D'IMMIGRES, HAUSSE DES PRIX, BLOCAGE DES SALAIRES

Mardi s'est ouverte l'assemblée générale du CNPF. Au cours de celle-ci, les capitalistes monopolistes français ont exposé sans ambiguïté leur politique économique et « sociale ».

Evidemment, ils ont commencé à sacrifier à la période électorale et fait état d'un certain nombre de « préoccupations et de réformes sociales », toutes aussi creuses les unes que les autres « concernant les jeunes, les femmes, ceux qui ont un bas salaire, etc. En même temps, ils ont réaffirmé la nécessité du blocage des salaires et leur refus d'accorder la retraite à 60 ans.

D'autre part, ils ont défini la politique du patronat : pour le CNPF, la principale préoccupation, pour les cinq années à venir, est le chômage. Evidemment, il s'agit d'éviter des « tensions qui deviendraient trop fortes ». La méthode du patronat est tout aussi simple que crapuleuse. Elle consiste à renvoyer chez eux, d'une manière ou d'une autre, un

million de travailleurs immigrés. Nous y consacrons un article à la page 7

L'autre préoccupation des monopoles est le profit. Pour accroître celui-ci, le

CNPF réclame, à cor et à cri, une croissance élevée. (Suite page 3)



Première journée de la conférence de Jerusalem

•Somalie

Dans un communiqué, le gouvernement somalien vient d'annoncer qu'il redoutait comme imminente une agression de l'armée éthiopienne, poussée et appuyée par l'URSS et les pays du Pacte de Varsovie.

Selon lui, cette agression viserait à s'emparer du port de Berbera où l'URSS bénéficiait de « facilités » avant d'en être chassée, en novembre dernier, par le gouvernement somalien. Plusieurs pays arabes, dont l'Arabie Saoudite, ont déjà fait savoir, qu'en cas d'agression, ils soutiendraient militairement la Somalie.

C'est mardi que s'est tenue la première réunion de la commission politique américano-israélo-égyptienne. La tenue même de cette première réunion ne s'est pas faite sans problèmes puisqu'il a fallu que les USA frappent du poing sur la table pour qu'on arrive à établir simplement l'ordre du jour, les Israéliens refusant que soit signalé comme point d'ordre le problème palestinien. Un compromis a finalement été trouvé sous la pression des Américains.

Dès le début de la réunion, les positions des uns et des autres sont apparues comme sensiblement durcies. Le ministre égyptien

des Affaires étrangères, Mohamed Kamel, a déclaré avec force qu'il n'était pas venu à Jérusalem chercher une paix séparée ou temporaire, mais obtenir le retrait israélien de tous les territoires occupés et réaliser les droits légitimes du peuple palestinien à l'autodétermination.

Sur ces deux points, Israël a répondu par une fin de non-recevoir. Au cours d'une conférence de presse, Moshe Dayan, le chef de la diplomatie israélienne, a réaffirmé la position des sionistes : pas d'autodétermination pour la Cisjordanie et Gaza, pas de création d'un État palesti-

nien, pas de retrait total des territoires occupés et maintien des troupes israéliennes sur la mer Rouge, à Charm El-Cheik.

Un autre problème se pose également de façon très aiguë, celui du Sinaï et des implantations de colons que les sionistes israéliens continuent à y installer malgré le fait que ces territoires soient indiscutablement égyptiens.

Comme on le voit, loin de progresser, la conférence de Jérusalem paraît de plus en plus tourner à la faillite totale, et ce, au grand dam des Américains qui en étaient les inspirateurs.

SOMMAIRE

Page 2 : Bolivie : 1 293 grévistes de la faim
Page 3 : Six menteurs
Pages 4 et 5 : Appel du Comité d'initiative nationale de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.
Page 6 : Aix : La bourgeoisie ne contrôle plus les contrôleurs de l'air.
Page 7 : Le CNPF veut un million d'immigrés en moins d'ici 1985.
Page 8 : La social-démocratie, gérante loyale du capitalisme.

Aux Dossiers de l'écran, mardi

SIX MENTEURS

L'émission des « Dossiers de l'écran » de mardi a dû faire réfléchir sérieusement les états-majors des partis politiques bourgeois de droite et de gauche. Six leaders des six grands partis bourgeois se sont trouvés coincés par des questions précises, claires et bien placées, qui sortaient du cadre habituel des promesses démagogiques si courantes en cette période.

(Voir notre article page 3)

• Paris

Section CFDT-BNP dissoute

A QUI SERT

L'ANTISYNDICALISME ?

Nous dénonçons depuis longtemps les méfaits dans les syndicats de la ligne qui vise à en faire des instruments au service des partis bourgeois de gauche, PC ou PS, ou, il y a peu, de leur union rompue depuis.

Cette ligne, impulsée principalement par les directions confédérales, est à notre avis le principal courant « liquidateur » des syndicats en tant qu'arme aux mains de la classe ouvrière dans son combat contre la classe capitaliste, l'oppression et le système capitalistes. Le mot d'ordre qui symbolisait le mieux cette ligne trompeuse était, avant la rupture de l'Union de la gauche : « union, action, Programme commun », les journées d'action, le sabotage des luttes, le détournement de la volonté de combat des travailleurs au profit des partis de gauche et pour les porter au gouvernement, sont et restent les formes principales par lesquelles cette ligne se traduit en acte, simplement les mots d'ordre changent du fait de la rupture de la gauche, la direction confédérale CGT agissant ouvertement pour le compte du PCF, celle de la CFDT, d'une manière moins systématique peut-être, et plus dissimulée, pour le compte du PS.

Mais il existe aussi dans les syndicats d'autres courants liquidateurs, qui, pour être secondaires, n'en sont pas pour autant sans danger ; à la CFDT, sous couvert de critique du réformisme confédéral, ils appellent parfois ouvertement à détruire le syndicat et servent, de fait, d'argument à la confédération pour réprimer et dénaturer le courant de plus en plus large et hostile à la mainmise des partis de gauche sur les syndicats et favorable à la lutte anticapitaliste ferme et efficace : la répression contre ce courant se fait le plus souvent sous l'accusation d'antisyndicalisme.

Nous soutenons ce courant (qui est en fait la voie de l'unité anticapitaliste de la classe ouvrière) — c'est ce qu'exprime notre mot d'ordre « Pour des syndicats indépendants des partis bourgeois » — et nous nous opposons à tous les courants liquidateurs.

Lundi 9 janvier le Conseil du syndicat du personnel des banques et établissements financiers de la région parisienne-CFDT, décidait la suspension de la section BNP-Paris. S'agit-il ou non d'une mesure de

type « chasse aux sorcières » visant à éliminer ceux qui s'opposent aux dirigeants réformistes de la confédération et à faciliter la mainmise des partis bourgeois de gauche sur la CFDT ?

(Suite page 6)

● Japon

100 000 mètres-cubes de déchets au cyanure dans la mer

En ce qui concerne la pollution, le Japon est constamment à l'actualité pour le plus grand malheur du peuple japonais.

En effet plus de 25 000 japonais habitant le long de la rivière Kano, dans la péninsule d'Izu, non loin de la capitale Tokyo, risquent un empoisonnement au cyanure après avoir été victimes, samedi dernier d'un tremblement de terre qui a fait 18 morts.

A la suite du séisme, 100 000 mètres cubes de déchets industriels contenant de grandes quantités de cyanure sont déversées dans la rivière.

De nombreux poissons, dont des carpes, ont déjà été trouvés morts, flottant à la surface de l'eau dans la ville de Nagaokai. La police a même dû appeler la population à faire preuve de vigilance devant les risques que présente la consommation de poisson.

Vient de paraître LE TOME V des œuvres choisies de Mao Tsé-toung

Ce cinquième tome comprend 70 textes fondamentaux du président Mao portant sur la période de l'édification du socialisme en Chine (de septembre 1949 à novembre 1957)

EXTRAIT DU SOMMAIRE :

- Ne pas attaquer dans toutes les directions (6 juin 1950)
- Plusieurs textes sur le soutien au peuple coréen et l'aide internationaliste à lui apporter
- Contre l'idéologie bourgeoise au sein du Parti (12 août 1953)
- Sur les dix grands rapports (25 avril 1956)
- De la juste solution des contradictions au sein du peuple (27 février 1957)
- Intervention à la conférence nationale du PCC sur le travail de propagande (12 mars 1957)
- Extrait de l'intervention du camarade Mao Tsé-toung à la conférence des représentants des partis communistes et ouvriers tenue à Moscou (18 novembre 1957)

1) La méthode dialectique pour assurer l'unité du Parti

2) Tous les réactionnaires sont des tigre en papier

L'édition reliée 29 F L'édition brochée 20 F

Passez vos commandes ou achetez-le à

E 100, 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Disponible également aux Herbes sauvages et à La Force du Livre
70 rue de Belleville 75020 Paris 33 rue Leynaud 69001 Lyon

● Bolivie

1 293 GREVISTES DE LA FAIM

Face au large mouvement de révolte contre le gouvernement, ce dernier a voulu prouver qu'il avait une certaine audience en organisant une manifestation de soutien en sa faveur. Des milliers de travailleurs n'ont pas pu se rendre à leur travail. Cette action du gouvernement est une riposte aux mouvements de grève de la faim qui ne cesse de prendre de l'ampleur. D'après les dernières dépêches, ils sont maintenant 1 293 person-

nes à la suivre mais il est fort probable que ce chiffre soit caduque demain.

Les mineurs ont travaillé ce lundi normalement et ils ont annoncé qu'ils se mettraient en grève le lendemain pour soutenir tous les grévistes de la faim qui luttent pour une amnistie générale, la liberté d'organisation politique et syndicale et pour le retrait de l'armée des régions minières.



En Bolivie, les travailleurs, par leur lutte, montrent qu'ils ne sont pas dupes de la propagande dictatoriale.

10e anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France MESSAGE DU PARTI MARXISTE-LENINISTE ITALIEN

(Extraits)

Nous saluons avec joie le 10e anniversaire de la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France et vous souhaitons de nouveaux et plus grands succès dans la lutte contre les ennemis de votre peuple, les ennemis intérieurs et extérieurs de votre pays.

La fondation du PCMLF constitue un événement historique qui a ouvert concrètement au prolétariat français la voie de la conquête du pouvoir politique.

Les dures épreuves de la lutte de classe au niveau national et international et la forte répression déchaînée contre lui de la part du gouvernement bourgeois et des révisionnistes ont démontré la force révolutionnaire prolétarienne du parti et sa détermination à faire triompher la cause du marxisme-léninisme, de la pensée maotsetoung et de la révolution prolétarienne.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France, dans ces dix ans, s'est distingué dans la lutte contre les deux superpuissances et a apporté une contribution notable pour démasquer le social-impérialisme soviétique et ses plans de guerre.

Il travaille concrètement à l'unité du Mouvement communiste international et se bat aux premiers rangs pour défendre les immortels enseignements du président Mao Tsé-toung, le plus grand marxiste-léniniste de notre temps, en particulier sa brillante théorie des trois mondes qui constitue l'orientation générale de classe du prolétariat international.

Actuellement, au niveau international, la situation est excellente... De grandes batailles révolutionnaires attendent les peuples frères d'Italie et de France qui sont liés par d'indissolubles liens historiques, politiques, culturels, et géographiques. Dans cette situation, il est nécessaire que nos partis resserrent toujours plus leurs liens de classe basés sur l'internationalisme prolétarien, le marxisme-léninisme et la pensée maotsetoung, sur la lutte contre les deux superpuissances et tous les ennemis de l'humanité, pour se soutenir réciproquement dans leurs luttes respectives contre leur classe bourgeoise dominante et dans la préparation de leur peuple à la guerre révolutionnaire pour le salut national dans le cas où le social-impérialisme soviétique oserait envahir les deux pays.

Le Comité central du PMLI
Florence, le 31 décembre 1977

● Pérou

Les ouvriers de Chimbote, le principal port de pêche du Pérou, sont en grève générale pour soutenir les travailleurs de la sidérurgie en grève depuis le 5 décembre. Vendredi, la police est intervenue contre les ouvriers grévistes, tuant deux personnes et blessant seize autres dont deux particulièrement atteintes.

● Portugal

La crise capitaliste sévit partout en Europe et le Portugal n'y échappe pas. L'augmentation du coût de la vie a atteint 27,3 % en 1977, par rapport à la moyenne de l'année précédente et cette augmentation a touché plus nettement les pro-

duits alimentaires qui ont, quant à eux augmenté de 31,9 %. Parmi eux, ce qui ont subi la plus forte hausse sont le café (155,9%), le cacao (83,3%) la viande de bœuf (62 %), les fruits (60,4 %), les légumes (48 %). Bref, une bonne partie des produits de base.

● Etats-Unis

Une nouvelle grève de vaste ampleur vient de se terminer. Il s'agit des ouvriers de l'aéronautique de la compagnie Mc Donnell Douglas qui se sont mis en grève le 14 janvier après le refus de la part de la direction de donner suite à leurs revendications salariales.

Cette grève est la première contre Mc Donnell

Douglas depuis vingt ans. Elle fut déclenchée car les négociations menées depuis six mois restaient toujours dans l'impasse. Les ouvriers travaillent sans contrat depuis le 16 octobre 1977.

● Afrique du Sud

Lundi, les bulldozers ont commencé la destruction de tout un quartier où vivaient misérablement plus de 10 000 personnes. Il s'agit d'un camp de squatters africains et métis à Unibell, près du Cap. Les bulldozers étaient protégés par de nombreux policiers armés et par des chiens. Aucun relogement n'est prévu pour des dizaines de milliers de gens expulsés sans autre appel. Ils

recevront un aller simple en train pour le Transkei, bantoustan d'Afrique du Sud. Plus de logement, plus rien pour tous ces gens qui, de plus, devront quitter leur travail et émigrer.

Cette politique d'apartheid est trop scandaleuse pour que même les gouvernements bourgeois des pays capitalistes se sentent obligés de la condamner mais dans la pratique, ils apportent le meilleur soutien à ce gouvernement raciste, en y développant leurs activités économiques. Les dirigeants de deux constructeurs automobiles, Ford (USA) et BMW (RFA) ont affirmé lundi leur intention de demeurer en Afrique du Sud et d'y développer leurs activités malgré le climat politique.

● Allemagne de l'Ouest

Mme Marie-France Schnidlin, avocat à la cour d'appel de Paris, qui assure la défense de M. Klaus Croissant, a déclaré lundi à Stuttgart que son client était « en très mauvaise condition physique ». Au cours d'une conférence de presse organisée par des comités de défense des droits civiques en RFA, Mme Schnidlin a estimé que la dégradation de l'état physique de Klaus Croissant était due aux conditions inhumaines de détention auxquelles il est soumis. « M. Croissant, a-t-elle ajouté, est en effet soumis aux mêmes condi-

tions que les gens qu'il défendait autrefois. Totalement isolé, il est victime de fouilles et de perquisitions incessantes ».

Mme Schnidlin a précisé que M. Croissant était toujours fouillé quinze fois par nuit, soit toutes les 22 minutes.

● Grande Bretagne

La vie d'un ouvrier ne coûte pas cher dans ce pays. La « British Steel Corporation », une compagnie sidérurgique nationalisée, a été reconnue coupable suite à l'accident qui a entraîné la mort de onze ouvriers : un container plein de métal en fusion avait explosé. Pour ces crimes, la société eut droit à une amende de 780 livres soit environ 6 300 F.

La bataille politique de 1978

LES PROJETS DU CNPF

(Suite de la page une)

Tel est le thème central de ces assises. Ce qui est en jeu, c'est la compétitivité du capitalisme français à l'avenir, avenir qui s'annonce sombre et plein d'embûches. Pour pouvoir engager une politique de croissance, les patrons réclament tout d'abord la liberté des prix.

Les patrons en ont assez visiblement de la politique de Barre qu'ils n'estiment pas assez offensive. Ils ne veulent plus de limitation des prix. Ils réclament, derrière le mot de liberté des prix, la possibilité d'augmenter les prix sans restriction. Ils réclament également une fiscalité moins tatillonne pour eux, un nouvel allègement des charges d'entreprises. Également, il souhaite « une politique active de l'épargne » pour inciter les Français à investir dans leurs entreprises.

Ils réclament donc davantage de subventions et d'argent pour les entreprises et une politique de restriction de la consommation

des travailleurs qui devront « épargner », donc réduire leur consommation pour permettre aux capitalistes d'investir.

Enfin, les capitalistes veulent entreprendre une reconversion industrielle particulièrement en ce qui concerne l'énergie. Les travailleurs devront, d'une part, restreindre leur consommation d'énergie, diminuer leur chauffage l'hiver, moins se servir de leur voiture, allumer moins longtemps la lumière la nuit, etc. pour permettre la croissance et le profit capitalistes, et d'autre part, ils devront accepter le programme nucléaire démentiel de la bourgeoisie, qui veut diminuer rapidement sa dépendance énergétique.

Expulsion massive des immigrés, hausse des prix, blocage des salaires, restriction de la consommation, telles sont les perspectives que la bourgeoisie monopoliste nous prépare. Cependant, les « tensions », c'est-à-dire la lutte de la classe ouvrière et du peuple, se développeront inévitablement contre l'austérité et l'oppression renforcées.

Aux dossiers de l'écran, mardi

SIX MENTEURS

Marchais a regretté, à la fin du débat des « Dossiers de l'écran », que les questions n'aient pas porté sur les salaires, les prix et toutes les promesses que les partis de droite et de gauche ont l'habitude de faire, quelques semaines avant les élections. La salle manifesta qu'elle n'était pas de cet avis. Les questions abordées, mardi soir, étaient en effet capitales. Les six politiciens accusés furent bien embarrassés.

Le plus cocasse fut sans doute de voir les militants du PS interpellé Estier, secrétaire national, sur le manque de démocratie dans le PS, les militants du RPR interpellé Guéna, bras droit de Chirac, sur les limogeages de membres du parti gaulliste ou sur les candidatures parachutées.

Il y eut comme une gêne chez nos grands hommes politiques. Ils cherchèrent tous à démontrer que, dans leur parti, régnait la démocratie, alors que chez le voisin... On eut droit à l'exposé presque complet des statuts du RPR gaulliste et du PCF. Quant aux questions précises des

militants, elles restèrent sans réponse, le gaulliste Guéna allant même jusqu'à dire : « Nous en reparlerons tous les deux après l'émission ».

Les non-militants expliquèrent pourquoi ils refusaient de s'engager dans les partis représentés à la tribune : manque de démocratie, impression (justifiée) de ne servir que de masse de main d'œuvre, et plus profondément, désaccord avec tous les projets politiques présentés.

Il fut dit, à plusieurs reprises, que les programmes politiques de ces partis de droite et de gauche n'intéressaient plus.

Parmi les 40 personnes présentes, certaines mirent en avant le nombre relativement important d'absentions aux élections et le fait que peu de jeunes étaient inscrits sur les listes électorales : « Vous ne nous intéressez pas ! », dirent-ils.

Les réponses de nos six mousquetaires se firent même violentes à ce moment-là. Il est des choses que les politiciens ont du mal à entendre.

Le sondage, présenté au début de l'émission, fut sans doute le meilleur moment : 76 % des personnes interrogées pensent que les hommes politiques mentent, 84 % estiment que leur politique est guidée par l'argent.

Après la présentation des chiffres, tous semblables à ceux que nous avons cités, on vit un spectacle touchant : les six grands leaders nationaux se mirent à défendre leur existence ainsi contestée.

La larme à l'œil, ils parlèrent de leur dévouement, de leur honnêteté, de leur utilité. Dans la salle, par contre, ne régnait aucune

émotion.

A la tribune, il n'y avait plus alors ni gauche ni droite. Les six invités parlaient des hommes politiques en général, faisant tous corps face à l'adversité : « Nous des menteurs ? Jamais ! », jurèrent-ils.

Seul, Marchais chercha à fanfaronner. Il fut moins fier après, quand il fut interrogé sur la démocratie dans son parti et proposa : « On n'est peut-être pas obligé de répondre à toutes les questions ? ». « Si ! », répondit la salle.

Une émission qui confirme que les vieux programmes, sans cesse ressasés des vieux partis bourgeois, de droite comme de gauche, passent de moins en moins. Et que, par contre, les électeurs ouvrent de plus en plus les yeux et savent que, dans ces partis, il n'y a pas de démocratie, pas de projet politique valable, mais par contre, beaucoup de fanfaronnerie, de mensonges, de coups bas, de bureaucratisme, de caisses noires et de fonds secrets.

● Grenoble

A L'APPROCHE DES ELECTIONS

Le maire déborde d'affection pour les personnes âgées

A Grenoble, la municipalité « socialiste » tient à ce qu'on parle de la sollicitude voyante qu'elle témoigne aux personnes âgées quelques jours par an. Chaque Noël, un repas gigantesque est servi à Alpexpo pendant trois jours consécutifs. Monsieur Dubedout, le maire, y vient, distribue des mots gentils, signe, de son auguste main, les menus, etc.

Cette année, chaque foyer-logement, chaque foyer-restaurant pour les retraités a reçu en outre, comme cadeau de Noël de son maire, un téléviseur-couleur : trente téléviseurs en tout pour la ville. Dubedout pense sans doute que les personnes âgées se diront après ces largesses : « On doit bien une voix dans l'urne au mois de mars 1978 ». Mais parmi tous les retraités, tous les vieux parias de la société, exploités tant qu'ils ont pu produire, beaucoup ne sont pas dupes.

En effet, ces quelques cadeaux ne peuvent masquer la réalité quotidienne, plutôt atroce celle-là, à Grenoble comme ailleurs.

Si beaucoup d'entre elles se trouvent dans ces foyers, c'est faute de personnel spécialisé permettant le maintien à domicile. La transplantation, les contraintes



Fin 1974, Dubedout a été séquestré avec le conseil d'administration de l'hôpital de Grenoble par les travailleurs. On le voit ici entre deux haies de flics qui le protègent.

de l'administration les font vieillir très vite au foyer. Le principal souci des gestionnaires de ces foyers, qui dépendent du bureau d'aide sociale de la ville et donc de la mairie, c'est,

comme le disait l'un d'entre eux : « ça doit tourner ». C'est à dire que les loyers doivent être encaissés totalement et régulièrement et dès qu'il y a un décès,

l'appartement doit être reloué le plus rapidement possible.

Les locaux sont loués, signalons-le, par le BAS à la société départementale d'HLM. Parfois, il y a des files d'attente pour obtenir un logement : les gestionnaires se battent alors pour se débarrasser des vieux malades encombrants en les envoyant à l'hôpital. Le bu-

reau d'aide sociale peut ainsi présenter une comptabilité saine et la mairie se vanter d'une saine gestion. Voilà monsieur le maire, ce à quoi penseront aussi les vieux au moment d'aller voter.

D'après la correspondance d'une employée de la mairie de Grenoble.

SIX FILMS CHINOIS A PARIS

A partir du 25 janvier, six films chinois inédits seront projetés à Paris dans les salles suivantes :

Cinéma Saint-Séverin	« Le détachement féminin rouge » « Le torrent de la révolution »
Studio de la Harpe	« Les pionniers » « Les fleurs rouges du Tienchan »
Olympic entrepôt	« L'Orient rouge » « La bataille navale de 1894 »

En province, certains de ces films seront programmés dans plusieurs villes que nous signalerons dès que possible.

Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

	Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)		30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)		90 F	180 F
Six mois (132 Nos)		180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel			
Un mois		35 F	70 F
Trois mois		105 F	210 F
Six mois		210 F	420 F

LA BATAILLE POLITIQUE DE 78

APPEL

du comité d'initiative national de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Ainsi que l'annonce la déclaration commune du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et du Parti communiste marxiste-léniniste de France, les deux partis ont décidé de soutenir, à l'occasion des élections législatives, des listes uniques présentées sur une plate-forme d'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne. Les deux partis appellent tous les travailleurs, d'accord avec l'orientation de cette plate-forme, à soutenir le plus activement possible les candidats de l'Union. Pour impulser un tel rassemblement, s'est d'ores et déjà constitué un Comité d'initiative national qui comprend des militants ouvriers et paysans, des militants représentatifs de luttes de masse, ainsi que des militants marxistes-léninistes connus. Nous présentons ici la plate-forme d'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, communiquée à la presse le mercredi 18 janvier à 15 heures.

Dans quelques semaines, les élections législatives vont se dérouler en France, comme tous les cinq ans, ou presque. Mais cette fois, tout le monde sait bien qu'elles auront une importance particulière. Non pas qu'avec des élections, on puisse changer de système ; à un moment ou à un autre, tous les partis de droite ou de gauche ont participé au gouvernement après avoir gagné ou perdu les élections et cela sans que le capitalisme ne s'en porte plus mal. Mais aujourd'hui, notre pays est plongé dans la crise la plus grave depuis la guerre, et à la veille de ces élections, il apparaît avec plus de netteté encore qu'auparavant, que ce système a fait son temps :

Toutes les couches du peuple sont frappées

— C'est le chômage, massif, prolongé, qui ne cesse d'augmenter ! Tous les truquages gouvernementaux ne peuvent cacher qu'il y a dans ce pays un million six cent mille chômeurs !

La réalité, ce sont les jeunes sans perspectives d'emploi au sortir de l'école, les femmes systématiquement encouragées à rester au foyer, les travailleurs plus âgés licenciés en priorité et les immigrés pourchassés par les mesures sclérosantes de Stoléru.

Toutes les couches du peuple sont frappées, des dizaines de milliers d'ouvriers jetés à la rue par des trusts de la sidérurgie ou du textile, des centaines de milliers de paysans chassés de leur terre.

— Ce sont les salaires qui sont bloqués depuis plus d'un an alors que les prix montent sans cesse. Les derniers chiffres publics du gouvernement indiquent même que c'est six millions de salariés qui gagnent moins de 2 000 F par mois, et neuf millions moins de 2 500 F !

— C'est le droit à la santé et à la sécurité dans le travail qui ne fait que se dégrader. Chaque jour, la course au

profit des capitalistes assassine à l'usine ou au chantier treize travailleurs. Chaque année, c'est un million au moins d'accidents du travail qui sont recensés. Chaque année, encore des milliers de travailleurs meurent victimes de maladies professionnelles qui ne sont même pas reconnues par les capitalistes.

— C'est le cadre de vie qui ne cesse de se détériorer.

Ce sont les temps de transport interminables, les logements exigus. Ce sont les pollutions de toute sorte, secrétées par le capitalisme.

Ce sont même les projets irresponsables en matière nucléaire du gouvernement, qui se mettent en place au mépris de la sécurité de centaines de milliers de personnes.

— Ce sont les libertés politiques qui sont menacées.

L'inculpation de responsables grévistes, les attaques policières contre les usines occupées, les crimes racistes, la répression des manifestations, comme par exemple à Malville, et l'expulsion de réfugiés politiques se sont multipliés ces derniers mois. La récente et scandaleuse collaboration avec la police et la justice de Schmidt est lourde de menaces plus graves encore.

Une politique extérieure discréditée

— Dans le monde, la politique de la France capitaliste est de plus en plus discréditée.

Elle se manifeste par des concessions importantes aux deux superpuissances, USA et URSS, qui se disputent pour mettre la main sur l'Europe et font courir un grave danger à la paix mondiale, et par la participation à la soi-disant détente pronée par Brejnev. Elle se manifeste également par des aventures agressives, comme dernièrement au Sahara occidental et par le maintien de la domination coloniale sur les prétendus Dom-Tom. Elle refuse enfin, de prendre en considération les justes revendications des pays



La classe ouvrière lutte contre le chômage et la misère que veut lui imposer le capitalisme.

du tiers monde qui s'unissent pour disposer de leurs richesses naturelles et édifier une économie indépendante.

La faillite de la droite

Voilà, tant au niveau de la France que du monde, les résultats de la politique de Giscard, de Chirac, et de Barre. Ces politiciens réactionnaires font porter tout le poids de la crise à la classe ouvrière et au peuple travailleur. Leur faillite est si évidente que Giscard et Chirac en viennent à se disputer ouvertement et se renvoient la responsabilité des échecs retentissants de la politique de la droite.

Pour Chirac, les choses sont claires : il faut ouvertement faire campagne sur le thème de l'ordre, de l'obéissance aux autorités ; cherchant à rassembler tout ce que ce pays rassemble de plus réactionnaire et de plus conservateur, il met sur pied avec le RPR une machine de guerre contre le mouvement ouvrier et populaire.

Pour Giscard, c'est la répression du mouvement de masse combinée à la démagogie la plus creuse. Projetant une alliance entre les siens et les dirigeants du PS, il rêve d'imposer demain l'austérité aux travailleurs en profitant de l'influence électorale retrouvée du parti de Mitterrand.

PS-PC : des partis bourgeois

A gauche, les politiciens bourgeois, Mitterrand, Fabre, Marchais ont tenté de tromper les travailleurs et de répandre des illusions avec leur Union de la gauche et leur défunt programme

commun de gouvernement.

Contrairement à ce que disent les dirigeants du PCF, Mitterrand n'a pas viré à droite : il a toujours été à droite. Les Mitterrand et les Rocard, les Defferre et les Mauroy ont déjà annoncé la couleur : le plan Rocard, c'est le plan Barre, plus quelques nationalisations. Et ils sont prêts demain, pour arriver au pouvoir, à utiliser le soutien du PCF et à s'entendre avec Giscard. C'est ainsi qu'ont toujours pratiqué les dirigeants socialistes.

Quant aux dirigeants du PCF, s'ils découvrent bien tard que le Parti socialiste est un parti bourgeois, s'ils poussent les hauts cris sur le virage à droite de Mitterrand, ce n'est pas sans arrière-pensées. Qui pourrait faire confiance à Marchais, qui s'égosillait, il y a trois ans, pour appeler à une Union du peuple de France, avec pêle-mêle les petits et moyens patrons, les cadres, les hauts fonctionnaires, les gaullistes et autres républicains de progrès et qui fait passer aujourd'hui le PCF pour le parti des pauvres, pour le défenseur de la classe ouvrière ? Qui ne s'inquiéterait de ses conversions brutales à l'autogestion, du bouleversement total, à six mois des élections, de sa politique de défense ? La vérité, c'est que le PCF change si vite qu'il reste toujours le même, car l'essentiel, pour lui, ce n'est pas ce qu'il dit à un moment ou à un autre, mais de parvenir au pouvoir.

S'il a cassé l'Union de la gauche, c'est parce qu'il ne veut pas se contenter de fournir l'appoint à un gouvernement dirigé par le Parti socialiste, mais qu'il veut le développement de la crise lui p r m t d'exiger davantage.

Des conséquences très dangereuses

Ce qu'il veut, comme il le dit lui-même, c'est l'établissement d'un capitalisme d'Etat. C'est à dire :

— Une très large extension du secteur nationalisé, poussée à un point tel, que le contrôle de l'économie soit assuré à partir de ce secteur. Mais les nationalisations ne changent pas la nature capitaliste de l'économie, la course au profit, l'exploitation des travailleurs. Elles remplacent simplement les capitalistes privés par des hommes de confiance du pouvoir en place, des cadres et des fonctionnaires.

Les travailleurs de Renault, les mineurs de charbon sont-ils aujourd'hui des privilégiés parce que leurs entreprises sont nationalisées ? Ne subissent-ils pas, comme tous les travailleurs, la même exploitation et la même oppression capitalistes ?

— Une pression accrue sur les travailleurs pour qu'ils renoncent à la lutte, une incitation constante à produire davantage, un appel de tous les moments à faire des sacrifices pour aider l'économie capitaliste à sortir de la crise.

— Un détournement systématique de la démocratie que revendiquent les dirigeants du PCF dans leurs mots d'ordre trompeurs sur les libertés. En fait, l'instauration du capitalisme bureaucratique d'Etat envisagée par le PCF, c'est la confusion totale entre l'Etat et le parti, entre les hauts fonctionnaires et ses permanents, les dirigeants des entreprises nationalisées et ses propres hommes, les syndicats qu'il contrôle et la maîtrise à l'usine. N'y a-t-il pas l'amorce d'un tel processus depuis des années dans les municipalités PCF, dans les syndicats qu'il dirige ? Mais ses effets seraient infiniment plus graves si le PCF n'était plus un parti d'opposition, en rivalité avec les partis de droite, mais le parti du pouvoir, s'il n'avait plus pour fonction de s'appuyer de temps à autre sur les aspirations des travailleurs pour mieux briser leurs luttes quand elles déran-

Forêts d'une organisation plus solide et plus nombreuse, à la tête de l'organisation syndicale la plus importante, les dirigeants du PCF ne vont-ils pas tout faire pour débordner leurs alliés socialistes, mettant à profit l'incapacité de ces derniers à satisfaire en quoi que ce soit les légitimes revendications des travailleurs ?

Ne s'y prépare-t-il pas dès maintenant en le mettant systématiquement en accusation ? Car si le PCF a détruit la fiction d'une Union de la gauche, avec laquelle il a trompé des années durant les travailleurs, pour laquelle il les a contraints à renoncer à la lutte contre la politique d'austérité de Giscard-Chirac-Barre, il n'a pas renoncé, loin de là, à participer au gouvernement en cas de victoire électorale des partis de gauche.

Comment pourrait-il laisser passer l'occasion presque inespérée il y a dix ans et qui n'est pas prête de se renouveler de sitôt, s'il la néglige aujourd'hui, de prendre en mains, à partir du gouvernement, des leviers de commande essentiels, pour faire avancer son projet de capitalisme bureaucratique d'Etat en utilisant les organisations de masse qu'il contrôle.

Hors le fait que cette politique n'apporterait rien d'essentiel aux travailleurs, et surtout pas le pouvoir, elle verrait à coup sûr se déchaîner la riposte des capitalistes peu enclins à se voir dépousséder de quelques-uns de leurs



Les travailleurs immigrés font partie de la classe ouvrière

gent ses projets, mais bien de diriger un Etat capitaliste en crise. L'encadrement systématique des travailleurs viendrait alors s'ajouter à toutes les forces actuelles de répression par le pouvoir d'Etat... Qu'avons-nous à gagner d'un tel capitalisme étatisé, bureaucratisé, policier ?

Un renforcement des relations avec les pays d'Europe de l'Est, avec l'Union soviétique des hôpitaux psychiatriques et de la misère, avec la Tchécoslovaquie qui souffre sous la botte russe, avec la Pologne où l'on tire sur les ouvriers en grève.

Mais pour réaliser leur projet de capitalisme bureaucratique d'Etat, les dirigeants du PCF se débattent dans une contradiction insoluble : ils cherchent à gagner des cadres et bureaucrates avides d'étendre leur pouvoir sans perdre d'influence chez les travailleurs. Mais leurs résultats électoraux n'augmentent guère, et Marchais ne peut se résoudre à enregistrer l'avance qu'a prise sur lui le parti de Mitterrand, un parti qu'il a fait renaitre de ses cendres.

privileges et des forces réactionnaires que Chirac rassemble déjà dans son sillage.

S'organiser indépendamment des partis de droite et de gauche

Face à ces dangers ouverts en 1978, que faire ? Comment s'organiser ? Déjà, depuis de longs mois, des travailleurs, notamment dans leurs luttes, ont marqué leur volonté de rompre avec l'isolement, les diversions, l'émiettement entretenus par les partis de gauche. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent que, quels que soient les partis qui l'emportent aux prochaines élections, il faut avant tout compter sur ses propres forces pour imposer leurs revendications élaborées par les travailleurs eux-mêmes, dans leurs luttes, dans leurs actions.

Aujourd'hui, dans de nombreuses usines, des ouvriers, des syndicalistes veulent débattre sans entrave de la situation politique, des perspectives de lutte et de la riposte à apporter à la



Le camarade Jacques Jurquet prononçant un discours lors d'un meeting de l'Humanité rouge.

crise.

Aujourd'hui, les chômeurs exigent le droit au travail, mais savent qu'ils ne pourront seuls imposer l'embauche.

Aujourd'hui, des petits paysans marquent une méfiance accentuée face aux manœuvres des partis de droite ou de gauche et exigent des moyens décents pour vivre.

Aujourd'hui, dans leurs mouvements, les femmes formulent des revendications, des droits dont la satisfaction ne pourra être obtenue que par la force d'un large rassemblement de masse.

Aujourd'hui, dénonçant les méfaits du capitalisme sur l'environnement, des écologistes refusent de s'en remettre aux partis traditionnels pour organiser l'action contre la dégradation du cadre de vie.

Voilà qui montre l'aspiration grandissante dans la classe ouvrière et le peuple de notre pays de s'organiser en une force unique, indépendante des partis de droite et de gauche. Sans la constitution progressive de cette force unique, chaque mouvement isolé rencontrera des limites et ne pourra imposer à lui seul la satisfaction des revendications populaires.

Il est possible et nécessaire d'engager la constitution de cette force.

Construire une force capable d'imposer les véritables revendications populaires, issues des luttes de la classe ouvrière et des luttes du peuple.

— Construire une force capable de s'opposer aux tentatives de récupération des partis de gauche, qui cherchent à utiliser le mouvement de masse pour leurs propres projets.

— Construire une force dans laquelle s'unissent progressivement les mouvements de lutte qui ne manqueront pas de se développer au cours de 1978, et d'éviter ainsi dispersion, isolement qui affaiblissent et empêchent une riposte d'ensemble.

— De construire une force de plus en plus consciente des dangers ouverts en 1978 et capable de s'y opposer victorieusement, d'organiser et consolider le mouvement révolutionnaire des masses. Mais l'horizon de nos luttes ne peut se borner à l'immédiat après mars 1978. Si nous refusons de payer la crise, si nous refusons de constituer la masse de manœuvres des partis bourgeois de droite et de gauche, ce que nous refusons par là même, c'est cette société pourrie et qui a fait son temps, cette société de chômage, d'austérité, de répression pour le peuple.

Ce que nous voulons, c'est le socialisme. Non pas du tout cette caricature représentée par l'URSS et les pays de l'Est, et qui constituent un repoussoir que ne manquent pas d'utiliser les Chirac et compagnie. Là-bas, à l'Est, c'est une nouvelle bourgeoisie qui dirige, qui opprime, réprime impitoyablement la classe ouvrière et le peuple.

Cela n'a rien à voir avec le socialisme que nous proposons ! Le socialisme c'est la démocratie la plus large pour le peuple.

Abattre le capitalisme

La révolution socialiste détruira le vieux appareil d'Etat bourgeois et engagera l'édification d'une société nouvelle. Le pouvoir, loin d'être détenu par une minorité placée au-dessus des masses pour les dominer, comme cela se passe aujourd'hui, sera au contraire, celui de la classe ouvrière.

Dans le socialisme, la classe ouvrière assure la direction, non seulement des usines, mais de la société toute entière.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer le plein emploi, organiser l'ensemble de la production pour satisfaire les besoins du peuple, éliminer l'exploitation et la misère.

— C'est bien cette société socialiste qui peut rompre avec le vieux monde bourgeois dont elle est issue, liquidant progressivement les séquelles de la vieille société capitaliste, réduisant les différences de classe.

C'est bien cette société socialiste qui peut assurer une véritable indépendance du pays ; rompre tout lien de dépendance vis à vis des superpuissances, liquider tout rapport colonialiste ou néocolonialiste et d'oppression des peuples, soutenir les luttes révolutionnaires dans le monde et développer l'amitié entre les peuples. C'est bien cette société que Marx et Lénine ont défini comme la dictature du prolétariat, c'est la démocratie prolétarienne.

C'est de ces exigences d'une société radicalement différente que sont portées les luttes d'aujourd'hui et de demain ; c'est elle que nous préparons des maintenant avec l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

— Développons nos luttes, construisons l'autonomie ouvrière par rapport aux partis bourgeois de droite et de gauche.

— Préparons l'avènement du socialisme dans notre pays.



Les paysans qui supportent un lourd fardeau se lèvent eux aussi dans la lutte.



● Paris

Section CFDT-BNP dissoute

A QUI SERT L'ANTISYNDICALISME ?

suite de la page 1

C'est à cette question que nous allons nous efforcer de répondre.

LA SITUATION DE LA CFDT BANQUE

La fédération et le syndicat parisien de la banque sont en opposition avec la majorité confédérale. Certes, cette opposition ne repose pas toujours sur des bases claires, mais a souvent été positive en particulier lors de l'affaire des assises du socialisme*. D'autre part, dans cette fédération, et ce syndicat, on peut dire que la liberté d'opinion a toujours été assez importante et les mesures disciplinaires ou bureaucratiques pour résoudre les contradictions n'ont jamais été vues d'un bon œil.

QUELS SONT LES FAITS ?

Une coalition de trotskistes (LCR, CCA — Ligue communiste révolutionnaire et Comité communiste pour l'autogestion) et d'individus plus ou moins anarchistes, qui se qualifient d'«autohomes», sévissent depuis déjà longtemps à la BNP et ont, dans la dernière période, totalement manipulé le congrès de la section, pour aboutir à l'élimination de militants qui s'opposaient à eux :

— Refus de publier un texte de contribution de ces militants.

— Condamnation pour soi-disant «atteinte à la démocratie et au pluralisme

des idées» pour avoir rédigé cette contribution.

Diffusion de bruits comme quoi ces militants voulaient reprendre en main la section pour le compte du PS alors qu'ils furent justement parmi les premiers à condamner la confédération pour son rôle dans les assises du socialisme (mais cette accusation était de nature à influencer les adhérents).

— Enfin, élimination systématique de ces militants lors du congrès de section.

A l'occasion de ce congrès de section, un tract du «collectif autonome BNP» fut diffusé par des militants CFDT. Ce tract développait l'idée contenue dans son titre : «Le syndicalisme a fait faillite, pour sortir de la crise, il ne faut pas le réformer il faut le liquider» (notons au passage, que ce tract comportait des attaques s'inscrivant dans la campagne antichinoise de la bourgeoisie). Le congrès refusa à une forte majorité, de prendre des mesures contre les auteurs de cette initiative et certains membres du conseil de section allèrent même jusqu'à exprimer leur accord avec le contenu du tract.

Depuis environ deux ans, que dure le sabotage trotskiste-anarchiste à la BNP, environ 200 personnes ont quitté la CFDT dans cette banque. Mais cela ne gêne guère nos liquidateurs puisqu'ils affirment eux-mêmes qu'il vaut mieux un petit nombre décidé que beaucoup d'adhérents : belle concep-

tion de l'organisation de masse et quel mépris des travailleurs !

QUE PENSER DE CETTE DÉCISION DE SUSPENSION ?

Devant un tel processus de liquidation de la section syndicale, deux attitudes étaient possibles :

— Laisser détruire la section et peut-être ultérieurement le syndicat au nom du respect de la liberté d'opinion.

— Prendre une mesure pour arrêter ce processus, malgré les dangers que cela comporte.

Cette dernière attitude était la seule possible, quels en sont les dangers ?

Une fois le doigt mis dans l'engrenage des mesures disciplinaires, le risque existe de voir le syndicat prendre l'habitude de résoudre les contradictions de cette façon.

La confédération ne manquera pas de tenter d'utiliser ce fait dans le cadre de sa campagne de mise au pas (surtout dans la mesure où l'événement se produit dans un secteur de l'organisation qui n'est pas très bien vue de la direction confédérale). Très forts dans l'amalgame, les Maire et Cie n'hésiteront pas à se servir de telles provocations trotskistes et anarchistes pour tenter de réduire toutes les oppositions à sa politique de soumission à la bourgeoisie de gauche (y compris celle, bien hésitante, de la fédération de la banque).

En dépit des risques que cela comporte, les communistes marxistes-léninistes des banques considèrent que pour défendre l'existence du syndicat parisien de la banque, il est juste de soutenir la décision de suspendre la section CFDT de la BNP et de s'opposer aux provocateurs et liquidateurs qui font le jeu de la politique bourgeoise des dirigeants confédéraux.

Note : La décision n'a pas été prise sans débat : le 8 décembre, le conseil du syndicat était saisi du problème BNP et entendait une information contradictoire. Il était alors décidé de renvoyer le débat devant les sections, de demander au bureau BNP d'écrire un texte pour donner son point de vue et de venir au conseil suivant pour s'expliquer.

Le 19 décembre, le bureau BNP n'est pas venu au conseil et n'a pas publié le texte demandé. Il est alors voté une motion demandant des explications à la BNP.

Le 9 janvier, le bureau BNP est présent au conseil et ne répond à aucune des questions posées. L'impasse était totale, la motion de suspension est alors votée par 16 pour, 3 abstentions, 9 refus de vote. Tous les membres du conseil y compris ceux de la BNP ayant pu prendre part au vote.

* Les assises du socialisme : plusieurs responsables de la CFDT participeront à cette initiative de soutien au Programme commun, engageant le syndicat sans la moindre discussion à ce sujet en son sein.

la France des luttes

● Aix-en-Provence

Aviation civile

LA BOURGEOISIE NE CONTROLE PLUS LES CONTROLEURS DE L'AIR

Le contrôle de la circulation aérienne constitue un secteur clé pour la bourgeoisie. Mais elle a fort à faire avec les travailleurs de cette branche. C'est le cas au centre régional de la navigation aérienne d'Aix-en-Provence.

Le 9 janvier le personnel organisait une journée d'action avec grève du zèle pour faire aboutir les revendications.

— Intégration des primes au salaire.

— Possibilité pour tout contrôleur d'obtenir la qualification maximum.

— Contre la présence de contrôleurs militaires qui, à tout moment, pourraient les remplacer dans le travail, ce qui amènerait à terme une remise en cause des droits acquis.

— Suppression des classifications différentes d'un

vont alors en manifestation au bureau du directeur de région pour y lire une motion qui expose les revendications et condamne l'attitude du chef de centre.

Le 9 au soir, le report du comité technique paritaire est acquis.

Le lendemain midi, au moment où le patron présente ses vœux aux chefs d'équipe à l'occasion d'une réunion avec l'administration, soixante travailleurs pénètrent dans la salle. Ils lisent une motion appelant à boycotter cette réunion. Ce qui est fait : la réunion est annulée. Le même jour, le chef de centre régional accuse les manifestants d'avoir lacéré la porte capitonnée de son bureau à coups de couteau. Véritable coup monté pour dénaturer l'action vis-à-vis des camarades des autres centres et la porte ouverte à la représ-



La manifestation arrive chez le directeur de région. A gauche, le délégué syndical sanctionné. A droite, le directeur. Derrière, la porte capitonnée.

aérodrome à l'autre.

Le 10 janvier devait avoir lieu une réunion du comité technique paritaire, dont l'ordre du jour portait sur les qualifications et la réorganisation du centre avec de nouveaux horaires et une aggravation des conditions de travail.

Les travailleurs s'opposaient à la tenue de cette réunion.

Le 9 au matin, 80 personnes bloquent l'accès du centre aux voitures. Le patron est obligé de rentrer à pied sous les quolibets. A 9 heures, commence une manifestation dans le centre, des banderoles sont déployées dans la salle de contrôle. Les travailleurs vont dans le bureau du chef de centre pour lui demander des explications sur ses méthodes policières et pour exiger qu'il téléphone à Paris pour annoncer que les travailleurs d'Aix refusent la tenue de la réunion paritaire du 10. Le chef de centre s'enfuit. Les travailleurs

sion.

Jeudi, le directeur de région annonce des sanctions :

— avertissement contre ceux qui ont bloqué l'entrée avec leur voiture.

— Procédure disciplinaire à l'encontre d'un représentant syndical CFDT, accusé d'avoir été «l'homme de tête d'une manifestation qui a forcé le bureau du chef de région».

Les contrôleurs réagissent vivement et proposent un arrêt des décollages.

Pendant ce temps, les contrôleurs installent spontanément des banderoles revendicatives dans la salle de contrôle, une pétition circule pour soutenir les sanctionnés. Le patron envoie des ouvriers d'entretien pour enlever les banderoles, ils refusent. Vendredi, ils sont convoqués pour être sanctionnés.

Vendredi soir, devant la mobilisation des travailleurs de tous les services, toutes les sanctions sont levées.





3eme FESTIVAL CULTUREL DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

PONTOISE

Samedi 21 janvier, au petit théâtre des Louvrais :

- Film : « Quitter Thionville », et début sur les mesures racistes du ministre Stoléru.
- Théâtre : « Tempo », par une troupe de travailleurs portugais.
- En solon, spectacle folklorique.

PARIS XVIIIe

Samedi 21 janvier, salle Saint-Bruno, rue Saint-Bruno près de la Goutte d'Or

- Journée « Femmes immigrées » de 15 à 18 heures
- Film : « Le sel de la terre » ou « Remparts d'argile ».
- Animation culturelle, autour de la troupe Kahina et débat.

Dimanche 22 janvier, salle Saint-Bruno, rue Saint-Bruno près de la Goutte d'Or

- Journée anti-impérialiste, avec notamment la participation de l'Association médicale franco-palestinienne du 18e
- Film palestinien puis débat sur la Palestine.
- Hédi Guella, chanteur tunisien, le groupe Saïve, le ballet des travailleurs sénégalais.

LYON

3e arrondissement : 18 au 24 janvier

- Au cinéma « Le Familias », 262, rue Duguesclin : « Les ambassadeurs », film à 20 h.
- « Nous », film, 22 heures.

Le 21 janvier, après le film « Les ambassadeurs », musique du Maghreb.

5e arrondissement : samedi 21 janvier, à partir de 10 heures

- A « Accueil et rencontres », 66 bis rue Saint-Jean
- Expositions et diapositives : le logement des immigrés.

7e arrondissement : samedi 21 janvier à 14 h

- A l'ACFAL, 68 rue Rachais : film « Nous aurons toute la nuit pour dormir », suivi d'un débat sur le Sahara occidental.

9e arrondissement : samedi 21 janvier, 18 h 30

- A la MJC Saint-Rambert, 8 rue Fabregues : montage vidéo et film « Quitter Thionville », suivi de débat et musique du Maghreb.

Dimanche 22 janvier

- Au centre social de l'Industrie, 76 rue des Docks : Film sur les luttes de Pennaroya, débat et musique maghrébine.

RÉGION LYONNAISE

Saint-Genis-Laval : samedi 21 janvier, 20 h 30

- A la MJC de Champlong (terminus du 10)
- Film « Hurlements » et débat sur la condition de la femme immigrée.

Rillieux : vendredi 20 à 20 h 30

- Au centre social des Semailles, 85 avenue de l'Europe, débat sur la scolarisation des immigrés.
- Par ailleurs, à la même adresse : exposition permanente.

Villeurbanne : vendredi 20 à 20 heures

- Au CCO, 39 rue Courteline : théâtre et musique du Mali et du Sénégal
- Marionnettes espagnoles.

Vénissieux : dimanche 22, 14 heures

- A l'église de Vénissieux-centre : film « Quitter Thionville », diapositives sur les Antilles, débat, musique maghrébine et espagnole.

NANTERRE

SUCCES DE LA JOURNÉE DU 15 JANVIER

Environ 500 habitants de Nanterre, moitié Français, moitié immigrés, ont participé à la journée du 3e festival, le 15 à Nanterre.

Ce fut donc un succès, malgré l'arrachage systématique des affiches par le PCF, malgré les manœuvres de la Maison des travailleurs immigrés (MTI), initiatrice du festival qui refusait que des milliers de résidents des foyers Sonacotra en grève s'expriment par la voix de leur Comité de coordination.

Malgré aussi le PS, qui, tout en prétendant soutenir le festival, n'a pas hésité à distribuer un tract qui disait : « Ces initiatives n'empêchent nullement de continuer à lutter pour que soit abaissé le pourcentage d'immigrés à Nanterre », phrase typique d'une politique anti-immigrés.

(D'après des informations envoyées par des travailleurs de Nanterre)

LE CNPF VEUT UN MILLION D'IMMIGRES EN MOINS D'ICI 1985

Le CNPF qui a réuni mardi à Paris son assemblée annuelle a écouté un rapport d'Ambroise Roux (PDG du trust CGE), rapport qui définit, à l'avenir, les moyens que le patronat français désire mettre en œuvre avec le gouvernement pour faire face à la crise et conserver des profits élevés.

Parmi ces mesures, il y a la réduction de l'immigration. Après s'être félicité des résultats des mesures Stoléru, qui « ont eu pour conséquence de réduire à un solde positif très faible la

balance de l'immigration en 1977 », le PDG de CGE indique dans son rapport que limiter l'immigration ne suffit pas. Comparant le nombre des chômeurs et celui des immigrés, Roux en déduit que pour réduire le chômage, il suffit de réduire le nombre des travailleurs immigrés en France, qui, selon lui, devrait être ramené de deux millions à un million dans un délai de huit ans, soit en 1985. Ainsi donc, les objectifs du patronat sont cyniquement avoués. Nos frères immigrés sont les boucs émissaires de la bourgeoisie en crise. Telles sont les motivations des mesures Stoléru, de la circulaire de Bonnet et Peyrefitte rendant légale la détention arbitraire des travailleurs immigrés pour faciliter l'expulsion massive de ceux-ci.

me reprend la politique du patronat et du gouvernement.

Il parle de « politique progressive, humaine et volontaire, de retour des travailleurs immigrés dans leurs pays d'origine ». Formule élégante pour qualifier la politique raciste et ultra-réactionnaire des mesures Stoléru qui constituent, on le voit, la réponse de la bourgeoisie à sa propre crise. La politique patronale est aussi reprise par l'extrême-droite. Le Pen au cours d'un meeting récent, a demandé l'expulsion d'un million de travailleurs immigrés.

sifie le contrôle et l'expulsion des travailleurs immigrés. Dans une lettre ouverte les sans-papiers mauriciens (originaires de l'île Maurice dans l'océan Pacifique), indiquent :

« Aucun travailleur mauricien sans papier arrivé en France avant le 1er janvier 1976, n'a reçu de titre de séjour et de travail en dépit des déclarations du ministre Stoléru, fin septembre et du

passports. Ils doivent se présenter avec un billet d'avion pour l'île Maurice. Certains tel Sylvain Arnel, l'un des 538 dossiers, ont été conduits directement à l'aéroport ne pouvant ni revoir leur famille, ni emporter leurs affaires ».

« Des contrôles chez des employeurs ayant embauché des Mauriciens relaient les contrôles du métro ».

De leur côté, des repré-



Les travailleurs ripostent aux mesures racistes du gouvernement et des patrons. Le 19 novembre, 6000 travailleurs immigrés et français étaient dans la rue pour dire non aux mesures racistes de Stoléru.

Premier ministre mauricien, Sir S. Ramgoolam.

« Depuis la fin septembre, une cinquantaine de sans-papiers mauriciens se sont présentés aux préfectures sur la foi des informations répandues par la grande presse et la télévision (et leur faisant croire qu'ils pouvaient désormais faire régulariser leur situation - NDLR) et se sont vus confisquer leurs

sentants des travailleurs sénégalais en France, au cours d'une assemblée générale, ont dénoncé les mesures Stoléru qualifiant Stoléru de « ministre du refoulement ». Ils ont dénoncé la passivité du gouvernement sénégalais à l'égard de ces mesures.

Plus que jamais, la lutte contre les mesures Stoléru et la politique de la bourgeoisie est à l'ordre du jour.

• Nanterre

Deux faits sur le racisme quotidien du PCF

L'Étoile sportive de Nanterre, dirigée par les pontes du PCF organisait samedi 14 janvier, une remise de médailles, concernant les meilleurs résultats de 1977. Dans la majorité des disciplines, ce sont des jeunes en particulier des travailleurs immigrés — en majorité Arabes — qui sont les premiers de liste. C'est notamment le cas en Karaté, où un immigré a disputé la demi-finale du championnat de France.

Ces résultats ont dû choquer nos dirigeants « communistes ». Ils ont en effet, volontairement, omis de nommer tous les sportifs arabes ayant eu de bons résultats.

Toujours la semaine dernière, la municipalité PCF de Nanterre invitait les habitants des quartiers « Chemin de l'île » et « Doucet » à la création d'un « comité de quartier » pour prétendument discuter des problèmes de la population et faire des propositions.

Dans le tract d'invitation qui énumère les thèmes crèches, écoles, espaces verts, HLM, les préoccupations des travailleurs immigrés ne sont même pas abordées.

Un camarade français du quartier et un résident de la Sonacotra assistaient à cette réunion. Quel ne fut pas leur étonnement à la vue d'un film-vidéo réalisé sous la responsabilité de la mairie, d'entendre dans ce montage une suite de propos racistes, mis dans la bouche d'habitants du quartier et présentés tels quels : « Les immigrés (et surtout les Algériens) sont responsables du retard scolaire dans les écoles, de l'insécurité dans les rues, du chômage, de la délinquance juvénile, etc. »

Les deux camarades imposèrent un débat sur le racisme, débat utile qui eut pour effet d'amener des adhérents du PCF, à discuter avec nous du racisme de leurs dirigeants.



Le groupe de femmes algériennes

DJURDJURA

et le chanteur IDIR

passeront le lundi 23 janvier 1978 à 21 heures à l'Olympia pour une soirée unique et exceptionnelle

**POUR CORRESPONDRE
AVEC LE JOURNAL
TELEPHONEZ AU
202 18 29**

La bataille politique de 1978

De la SFIO de Léon Blum au PS de Mitterrand : la trahison (2)

Gérant très loyal

Léon Blum, au temps du Front populaire, se voulait un « gérant loyal du capitalisme », ce qu'il fut.

Mitterrand proposerait-il une politique qui ne soit pas de gestion du capitalisme ? Différente du vieux traître assassin de Blum ? Absolument pas.

Mitterrand : l'austère

A Europe 1, le mardi de la semaine dernière, Mitterrand a exposé les conceptions suivantes :

« Gérer la crise, cela ne veut pas dire grand chose. De toute façon, il y a une crise, dont nous ne sommes pas responsables... Cette crise, elle existe. Et quand la gauche sera au pouvoir... il faudra bien qu'elle propose des solutions qui s'intègrent dans un mouvement extrêmement difficile des affaires mondiales ».

Premier point acquis : le gouvernement de Mitterrand s'intégrera dans la crise du

capitalisme. Mitterrand continue sur l'austérité :

« L'austérité étant nécessaire, qui doit faire les frais de cette austérité ? Après avoir expliqué qu'aujourd'hui, ce sont les travailleurs et les petits commerçants, paysans et artisans qui en font les frais, il poursuit ainsi : « Il n'est pas possible de gérer la crise en développant des thèmes d'austérité en demandant à ces catégories sociales qui paient déjà la crise et qui supportent l'austérité, de faire un effort supplémentaire. Alors qu'une redistribution générale et des revenus et des

bénéfices, tirés de l'effort national, doit d'abord être accompli ».

Deuxième point acquis : le gouvernement Mitterrand développera une politique d'austérité (« nécessaire »)...

Eh bien non ! Les travailleurs ne peuvent accepter de faire encore les frais de la crise, même si on leur promet que les grands monopoles en porteront une partie !

Mais allons plus au fond : les monopoles, avec Mitterrand au gouvernement, auront-ils vraiment une partie de la crise à porter ? Nous pouvons affirmer que non.

DEFFERRE : UN GRAND CAPITALISTE

Il est né dans l'Hérault le 14 septembre 1910. Sa première profession a été avocat. Il entre à la SFIO en 1933. Il s'est compromis avec ce parti tant qu'il a existé. Après avoir participé, il est vrai d'assez loin, à la résistance, il occupera, entre 1946 et 1957, successivement les postes de ministre de l'Information, de la Marine marchande, de la « France d'Outre-mer ».

En 1958, il est, avec Guy Mollet parmi les plus farouches partisans du ralliement de la SFIO à De Gaulle. Rappelons d'ailleurs que Guy Mollet a été ministre de De Gaulle. En 1963, il entreprend avec Lecanuet et d'autres centristes, une tentative pour constituer « une grande fédération des démocrates », destinée à regrouper socialistes et centristes. Le journal « l'Express » lancera cette année-là la fameuse campagne publicitaire et politique

de « Monsieur X ». Ce dernier n'est autre que Defferre. Cette campagne imaginée par Servan-Schreiber sera un échec. A quelques mois des élections présidentielles, Defferre abandonnera le projet de se présenter contre De Gaulle, projet qu'il reprendra en 1969 pour obtenir 5,07 % de voix, lors des élections présidentielles. Depuis, la création du PS, il en est un des dirigeants.

Depuis 1953, Defferre est maire de Marseille. Il contrôle une partie importante de la presse, marseillaise et y fait des « affaires » fructueuses.

Defferre est en effet un grand capitaliste. A la Libération, il s'est emparé des locaux du quotidien « Le petit Proven-



cal» qui va devenir « Le Provençal », dont il est propriétaire. En toute logique, il agrandit son capital et s'approprie « Le Mèridional » — qui reste, avant comme après, très lié au milieu d'extrême-droite. Le frère de Defferre, Jacques, dirigeait « Le Républicain du Var ». Son beau-frère André Cordesse était administrateur de l'« Agence centrale parisienne de presse », et l'un des magnats des huiles et des transports. Son beau-fils, Christian de Barbarin-Paquet, est directeur-adjoint de la compagnie Paquet.

Enfin, on connaît les talents de briseur de grève du maire de Marseille qui a déjà envoyé la troupe pour ramasser les ordures à la place des éboueurs en grève à Marseille.

Attali : l'avocat des monopoles

Voici ce qu'écrit Attali, conseiller intime de Mitterrand en matière d'économie, dans un livre : « La nouvelle économie française » :

« Le socialisme n'a aucun intérêt à ce que le capitalisme soit freiné ou bloqué. Il est le point d'aboutissement du capitalisme et non pas une façon de freiner son évolution ».

Or, qu'est-ce qui, selon Attali, « freine l'évolution du capitalisme » ? Réponse : des « réseaux anciens », des « formes dépassées » qui « mobilisent une part essentielle des ressources financières et ralentissent considérablement l'évolution de l'appareil social ».

Pour les dirigeants du PS, ce qu'il faut donc faire, c'est moderniser le capitalisme, l'épurer de ses survivances anciennes, pour le développer, puisque le curieux socialisme que l'on nous propose a intérêt à voir le capitalisme se développer.

La question est la sui-

vante : le capitalisme est aujourd'hui largement engagé dans sa forme supérieure, la capitalisme monopoliste d'État. Les monopoles, liés à l'État sont florissants : c'est ça le capitalisme d'avenir, selon Attali. Mais il reste, il est vrai, quelques secteurs encore attardés, non complètement adaptés à cette époque monopoliste d'État : le projet politique des dirigeants du PS est de supprimer ces secteurs attardés, de développer le capitalisme monopoliste d'État. La restructuration en quelque sorte.

Pour cela, l'une des solutions est la nationalisation qui concentre aux mains de l'État monopoliste une plus grande force monopoliste. Le socialisme du PS, c'est le capitalisme monopoliste avancé. Les monopoles n'auront pas à payer une partie de la crise si Mitterrand arrive au pouvoir. S'il promet cela aux travailleurs, c'est de la démagogie, du mensonge. Les dirigeants

du PS promettent aux grands monopoles de pouvoir se développer. Les travailleurs, eux, porteront l'« effort national »...

Dans un troisième article nous montrerons comment le projet des dirigeants du PCF s'inscrit dans le même cadre

Le Numéro 750 CENTIMES

Le Cri du Peuple

Organe hebdomadaire des Ouvriers et Paysans de la Région de l'Auvergne, publié par le Parti Communiste

ÉDITÉ EN JANVIER 1969

ABONNEMENTS : 10 F. par an (12 numéros) - 3 F. par trimestre

ADMINISTRATION : 1, rue de la République, 41000 Orléans

LA TRAHISON EN PERMANENCE

LES CHEFS SOCIALISTES ET LA GUERRE QUI VIENT

« Tout d'abord, on sait que les socialistes ont toujours été des traîtres... Ils ont toujours trahi les intérêts du peuple... »

DE LA "MONTAGNE" À LA "GAZETTE DU FRANC"

A propos, et Prêté?

« La Gazette du Franc... c'est un journal qui a été créé par des socialistes... »

CHEZ MICHELIN

ON VIOLE CONSTAMMENT LA LOI DE HUIT HEURES

« Les patrons de Michelin... ils violent la loi de huit heures... »